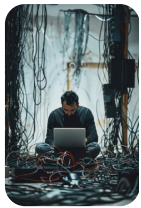


VENDREDI 6 FÉVRIER 2026

DELTA I/E :

UN ACCIDENT INDUSTRIEL, DES AGENTS SACRIFIÉS



**Tout le monde était prévenu... nos dirigeants ont ignoré.
Et ce sont les agents qui paient !**

Depuis le déploiement de Delta I/E, et plus encore depuis l'incident majeur de janvier 2026, les agents des douanes travaillent dans un chaos quotidien : bugs à répétition, ergonomie catastrophique, consignes contradictoires et absence de pilotage.

UN OUTIL DÉFAILLANT, UN TRAVAIL À L'AVEUGLE

Delta I/E multiplie les anomalies :

- demandes qui disparaissent
- aucune traçabilité
- impossibilité de vérifier les modifications
- opérateurs perdus, relances incessantes

Les agents travaillent **sans visibilité, sans sécurité, sans moyens.**

ALERTES IGNORÉES, MÉPRIS ASSUMÉ ?

Depuis 2025, les remontées terrain sont claires.

Réponse de la DG : « *Ne vous focalisez pas sur l'ergonomie* ».

Pendant ce temps :

- opérateurs et prestataires informés avant les agents
- canaux officiels silencieux
- règles découvertes... par les usagers eux-mêmes

C'est une faute de pilotage.

COMMUNICATION DÉFAILLANTE, DÉSORGANISATION TOTALE

Depuis les derniers webinaires :

- notes au compte-gouttes
- mises à jour non concertées
- aucune interaction réelle

Ce silence n'est pas un accident : c'est une stratégie. Résultat :

- opérateurs désorientés
- agents livrés à eux-mêmes



STOP. ÇA SUFFIT.

LES AGENTS EXIGENT :

- DES CONSIGNES CLAIRES, STABLES ET OPPOSABLES
- UN MORATOIRE IMMÉDIAT SUR LA RESPONSABILITÉ NOMINATIVE
- LA CORRECTION URGENTE DES BUGS ET DE L'ERGONOMIE
- UNE RECONNAISSANCE FINANCIÈRE DE LA SURCHARGE
- UN PLAN D'ACTION DATÉ, CHIFFRÉ, SUIVI



CONSIGNES INSTABLES, ADMINISTRATION EN ROUE LIBRE

Cinq changements de doctrine en deux semaines. Des règles publiées le matin, obsolètes le soir.

- agents désorientés
- hiérarchie locale sans cap
- improvisation généralisée

La doctrine crée le désordre, les agents l'encaissent.

RESPONSABILITÉ JURIDIQUE : UN TRANSFERT INACCEPTABLE

L'instruction est claire :

→ **accepter toutes les demandes, sans contrôle**

L'administration fait porter aux agents un risque juridique majeur :

- impossibilité de vérifier les actes
- absence d'information sur les droits et taxes
- incertitude sur les dettes ou remboursements

C'est contraire au principe de sécurité juridique et à l'obligation de moyens de l'employeur.

CHARGE EXPLOSIVE, ZÉRO RECONNAISSANCE

Stress, surcharge, charge mentale, conditions dégradées, mais aucune compensation. Pourtant, dans le même ministère, des **primes** ont déjà été versées pour des déploiements ratés. **L'UNSA Douanes l'a demandé dès novembre 2025.**

→ **Aucune réponse...**

C'est donc, une fois de plus, le «deux poids, deux mesures» appliqué aux agents de Bercy.

➔ **LES AGENTS NE SONT PAS DES CRASH-TESTS NUMÉRIQUES**

